



Taux actuels de retard de croissance: 3.3% d'émaciation: 27.6% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 11.2%

Source: Gouvernement zimbabwéen (MICS, 2014)

Bons résultats

- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Zimbabwe : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Zimbabwe : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Zimbabwe : 93.7% des femmes de 15 à 49 ans ont rété vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014.
- Zimbabwe : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (9.51% des dépenses publiques en 2014) se rapprochent des engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques), sans toutefois leur correspondre tout à fait.
- Zimbabwe : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (8.5% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Zimbabwe : l'État n'a pas assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est médiocre et les marchés fonciers fonctionnent mal.
- Les services de vulgarisation agricole sont l'apanage de l'État et les agriculteurs pauvres n'ont pas leur mot à dire dans la définition de priorités pour les politiques. Le système de recherche et de vulgarisation agricoles n'atteint pas les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Il n'existe pas de politique en faveur de l'égalité des sexes dans l'accès aux services de vulgarisation agricole.
- Zimbabwe : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Zimbabwe : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Zimbabwe Medium Term Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Zimbabwe : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Zimbabwe : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 32 % des enfants en 2014.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (36.8% en 2015) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Zimbabwe : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est médiocre.
- Zimbabwe : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	9.51%	2014	5e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	8.5%	2014	31er

Politiques

Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Médiocre	2011	43e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Médiocre	2007	42e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	48.8%	2010-2011	33e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2016	20e ex aequo

Lois

Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Bon	2016	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	7e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Non	2013	28e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques

	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2015	29e ex aequo

Politiques

Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	32%	2014	38e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	76.9%	2015	23e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	36.8%	2015	19e
Visites médicales pour les femmes enceintes	93.7%	2014	19e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Faible	2011-2015	35e ex aequo
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2013	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2013	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo

Lois

Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo
--	---------------------	------	--------------

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel